

Myriam Martin: « C'est le NPA et non le Front de Gauche qui incarne la gauche de combat »

La porte-parole du NPA de Haute-Garonne, par ailleurs membre du comité exécutif, sera la tête de liste régionale de son parti en Midi-Pyrénées. Programme et stratégie.

Pourquoi avez-vous accepté d'être la tête de liste régionale du NPA en Midi-Pyrénées et sa chef de file en Haute-Garonne?

Cela a été décidé par la coordination régionale du parti le 19 décembre dernier et l'assemblée générale du NPA en Haute-Garonne le 21 janvier dernier. Mon profil, à savoir celui d'une femme, salariée et porte-parole du mouvement, y est pour beaucoup. Enfin, nous restons dans la continuité des municipales de 2008 et des européennes de juin dernier (elle a été la chef de file lors de ces deux élections, ndr).

Ne craignez-vous pas de rajouter à la confusion des esprits avec la multitude de listes à l'extrême gauche, qui défendent un projet proche, semblable-t-il? N'aurait-il pas été possible de vous rassembler?

La réalité, c'est qu'il y a de profondes divergences politiques. Nous regrettons beaucoup l'isolationnisme de Lutte Ouvrière. Quant au Front de Gauche, nous avons des divergences politiques de taille, soit l'alliance avec le Parti socialiste. Pour nous, c'est inenvisageable, car cela serait renoncer à ce que nous défendons. Aussi, au vu des alliances que tissera le Front de Gauche avec le PS dans l'entre-deux-tours, celui-ci reculera sur son projet. Ainsi, s'il y a une liste de témoignage, ce n'est pas la nôtre, comme le dit le Front de Gauche, mais la sienne. C'est donc bel et bien le NPA qui incarne la gauche de combat et de rupture.



Myriam Martin: « Si nous avons des élus, nous siégerons au Conseil régional. Quand les mesures prises iront dans le sens de ce que nous défendons, nous voterons pour, sinon, dans le cas contraire, contre ».

Quelles seront justement vos propositions fortes?

La question de l'emploi sera primordiale. Nous exigeons la restitution des subventions versées aux entreprises qui licencient leurs salariés. Au lieu de les donner aux entreprises, nous pourrions constituer un fonds de réserve aidant les salariés à lutter contre la fermeture de leur usine. Si cela avait été en place, nous aurions pu sauver Molex. Toujours sur le registre des subventions, nous demandons que cessent leurs versements aux lycées et universités privés. Si la

loi oblige de financer leur coût de fonctionnement, elle ne dit pas de financer leur coût d'investissement. Or, c'est ce que fait notre Région. Il faut en finir avec cela, et même entrer en résistance avec l'État sur le financement de leur fonctionnement. En matière de formation, autre action majeure de la Région avec l'éducation, nous assistons, aujourd'hui, au démantèlement de l'AFPA par l'État. À côté de cela, au lieu d'entrer en résistance contre ce démantèlement, la Région finance des organismes privés de formation pro-

fessionnelle. C'est inadmissible. Aussi défendrons-nous la mise en place d'un service public de la formation professionnelle en région, puis au national. Autre nécessité en matière de service public régional: celui de l'eau pour libérer les communes de la mainmise de Véolia.

Comment qualifiez-vous le bilan de Martin Malvy?

Ce n'est pas un bilan satisfaisant pour une majorité de la population. Il gère la région au consensus et a noué des alliances avec le patronat local plutôt que de travailler pour l'intérêt de tous. Il est sur une logique de gestionnaire. Or, son rôle devrait être non pas de dire comment il a géré cet « outil », mais comment il a rendu un service public avec.

Que ferez-vous au 2nd tour?

Nous allons proposer aux listes de gauche qui ont fait plus de 10 % une fusion technique, sous condition du respect de deux exigences: l'application de la proportionnelle en fonction de notre score et l'indépendance absolue de nos élus. Si cette proposition est acceptée, nous siégerons au Conseil régional. Quand les mesures prises iront dans le sens de ce que nous défendons, nous voterons pour, sinon, dans le cas contraire, contre.

Imaginez-vous, un instant, que les listes de gauche en lice pourraient refuser vos exigences?

Europe-Écologie s'est dit pour. Je n'imagine pas le PS refuser ce que la loi permet. Mais comme nous sommes critiques sur son bilan, il se peut qu'il ne nous associe pas à la discussion.

Son portrait : un parcours politique qui n'a jamais dévié

Elle est considérée comme une sorte de passionaria de la politique locale. Irréductible, droite dans ses bottes, dure dans la négociation, arc-boutée, disent même certains de ses adversaires, sur ses positions... À ces critiques, Myriam Martin, membre du comité exécutif du NPA et porte-parole du parti en Haute-Garonne, répond par un large sourire. Elle assume tout, parce que cette femme, en ce début de quarantaine florissante, croit toujours dur comme ferme à la politique, du moins à celle qu'elle défend. Aussi qu'elle soit devant ses élèves, en classe d'Histoire et de Géographie, au lycée professionnel de Bellevue, devant des militants, en campagne, ou sur le terrain des luttes sociales, elle s'engage à fond dans la mission qui lui est confiée.

Une fois encore, elle a décidé de répondre à la demande qui lui a été faite de conduire la liste régionale du NPA en mars prochain, ainsi que celle du département de la Haute-Garonne. Le tout, bien sûr, validé par les militants. Comme elle l'a fait aux dernières européennes, où sa liste a obtenu dans le Grand Sud-Ouest 5,76 %, et aux dernières municipales où elle a obtenu 5,07 %. Au NPA, comme antérieurement à la LCR, le découragement n'est pas de mise.

Quand il faut y aller, elle y va. Parce que seule la politique, croit-elle, permet de construire un monde dans lequel chacun peut avoir sa place, un rôle et une reconnaissance. « Rien que le fait de voir la misère, la précarité, les violences sociales, les guerres... Comment ne pas avoir envie de se battre? C'est immense comme boulot, mais j'y crois. Et, quand je doute, il me suffit de repenser à mon grand-père, réfugié espagnol en France en 1939, qui n'a pas hésité à résister pour libérer ce pays qui lui a réservé pourtant un accueil épouvantable, pour me dire qu'il y a toujours de l'espoir. Je lui dois au moins cela », confie Myriam Martin.

Mais, à la différence de ce grand-père, ce n'est pas au PCF qu'elle s'engagera mais à la LCR (Ligue communiste révolutionnaire), après un passage à 19 ans par les Jeunesses communistes révolutionnaires. Un parti qu'elle n'a jamais quitté jusqu'à sa dissolution en 2008. Même topo au NPA, créé en janvier 2009, après la dissolution de la LCR. Même farouche indépendance par rapport au PS. Et même combat pour défendre les intérêts des ouvriers, des demandeurs d'emploi et des salariés. Parce que ce monde-là est le sien, et parce qu'il y a urgence à le changer ●